

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° II-3524

présenté par

Mme Battistel, Mme Allemand, Mme Pantel, M. Barusseau, M. Echaniz, Mme Hadizadeh, M. Ott,  
M. Descoeur, M. Rousset, Mme Morel, Mme Duby-Muller, M. Bony et M. Proença

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 77, insérer l'article suivant:****Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

À la fin de la première phrase du 2° de l'article L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales, le mot : « doublée » est remplacé par le mot : « triplée ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le classement en zone de montagne des communes repose sur des caractéristiques objectives et permanentes d'altitude, de pente et de climat qui ont un impact direct sur l'ensemble des activités humaines de ces territoires. Depuis 1985, la loi reconnaît ainsi la spécificité géographique de ces territoires, imposant une adaptation de nos politiques publiques et une adaptation des politiques nationale au sein de la République.

La dotation de solidarité rurale de la DGF intègre ainsi une bonification pour les communes de montagne au regard des contraintes particulières qu'elles subissent. Or, le changement climatique, plus rapide que sur le reste du territoire, impacte durablement les écosystèmes naturels et les filières économiques locales de montagne et impose des investissements massifs en matière de prévention des risques aux communes.

Plus encore, la Cour des comptes a estimé que les routes de montagne avaient une durée de vie réduite de 30 à 50 % du fait de leurs caractéristiques physiques et de la météorologie. L'incidence du réchauffement climatique y est aussi plus forte, accélérant leur vieillissement. Les cycles gel/dégel, cause importante de dégradations, deviennent en effet plus nombreux alors que les périodes de gel étaient autrefois plus longues.

Une recrudescence des glissements de terrain, des coulées de boues et des laves torrentielles conduit ainsi à une croissance des budgets dits « d'urgence » pour les collectivités de montagne, accompagnant une hausse constante des budgets dédiés à la voirie. Afin d'accompagner les communes de montagne face à leur nécessaire adaptation au changement climatique, il est ainsi proposé d'augmenter sensiblement le critère « voirie » du calcul de la DSR en le triplant, tel est l'objet du présent amendement